

et dans les services d'électricité, de gaz et d'eau. L'industrie de la construction a subi une forte tension car, en plus de la construction commerciale, les dépenses des gouvernements en capital fixe ont augmenté vivement; ces dernières sont comprises dans les dépenses globales des gouvernements consacrées aux biens et services, qui ont accusé une hausse de 11 p. 100 principalement attribuable aux gouvernements provinciaux et municipaux. De nouveau, les dépenses personnelles en biens de consommation ont contribué en majeure partie à l'accroissement du P.N.B., car l'augmentation de 8 p. 100, soutenue par le relèvement rapide du revenu de la main-d'œuvre et l'expansion des achats à tempérament, a contribué pour 2,400 millions à l'augmentation globale de 4,600 millions du P.N.B. La demande de biens et de services a augmenté au même taux, mais la demande de biens durables a été plus forte, surtout la demande de voitures dont les ventes ont continué d'augmenter fortement pour la quatrième année consécutive.

Les investissements des entreprises dans les stocks, bien qu'ils aient baissé au cours de chaque trimestre, ont totalisé 905 millions, soit un montant beaucoup plus élevé qu'en 1964. Cependant, le niveau des stocks et le taux global d'accumulation, en comparaison des niveaux de la production, n'ont pas semblé être excessivement élevés.

La pression que la vigoureuse expansion de la demande domestique a exercée sur la production canadienne a été assez modérée, car une partie de cette demande a été satisfaite grâce à une augmentation sensible des importations, surtout vers la fin de l'année. Le déficit au chapitre des transactions internationales courantes est passé de 400 millions à 1,100 millions en 1965, surtout par suite d'une augmentation beaucoup moins forte des exportations de biens jointe à l'augmentation considérable et continue des importations de marchandises. Les exportations de biens ont continué de croître, mais à un taux moins rapide qu'en 1964. Les gains des exportations ont été remarquables (compte tenu de la diminution importante des ventes de blé) surtout dans le cas des métaux non ferreux, des voitures et des pièces.

Par suite du niveau élevé de la demande, le revenu de la main-d'œuvre a augmenté rapidement au cours de l'année, atteignant une moyenne de 11 p. 100 supérieure à celle de 1964. Cette augmentation découle de l'accroissement du nombre d'emplois et du taux de rémunération au regard de l'année précédente. Les bénéficiaires ont accusé une avance irrégulière au cours de l'année, atteignant un nouveau sommet, soit 8 p. 100 de plus qu'en 1964; cependant, les diminutions fractionnaires pendant le premier et le quatrième trimestres ont contrasté avec les augmentations ininterrompues observées depuis le début de 1962.

Comme on l'a déjà fait remarquer, l'augmentation des prix a été plus rapide en 1965 et s'est fait sentir dans plus de domaines, dont celui de la consommation où l'augmentation du prix des denrées et des services a été très importante et celui de la construction non domiciliaire où elle a été sensiblement plus élevée. D'autre part, il faut signaler certaines baisses des prix de vente dans les industries de l'automobile, du raffinage du pétrole et du raffinage du sucre.

La vigueur de l'économie canadienne a marché de pair avec l'accroissement de l'emploi et de la productivité, se profilant contre l'expansion économique aux États-Unis qui en est à son plus haut sommet de la période d'après-guerre.

Éléments de la demande.—Les dépenses totales des consommateurs en biens et services ont atteint 32,100 millions en 1965, soit une augmentation de 8 p. 100 au regard de la valeur de 1964. Le pouvoir d'achat qui a permis à l'économie de se maintenir à ce niveau a résulté, en grande partie, d'une augmentation de 11 p. 100 du revenu de la main-d'œuvre, tandis que la dette courante des consommateurs a continué de grandir à peu près au même taux que les années précédentes. Une hausse de 2 p. 100 des prix à la consommation a réduit les gains réels durant cette période. L'augmentation des prix a été supérieure dans le domaine des services, soit près de 3 p. 100 au cours de l'année. Une augmentation égale des prix des aliments est la cause principale de la hausse des prix des